

FRANCE-RUSSIE-DIPLOMATIE

Coup de froid diplomatique entre Moscou et Paris

AFR
(PARIS/France)

Les tensions diplomatiques entre Paris et Moscou liées à la guerre en Syrie ont culminé mardi avec l'annulation par Vladimir Poutine d'une visite prévue de longue date à Paris, en raison des conditions posées par la France.

Après plusieurs jours d'hésitations, l'Elysée a "fait savoir qu'une réunion de travail avec le président russe était possible sur la Syrie, à l'exclusion de tout autre événement pour le président de la République".

Vladimir Poutine "a décidé d'annuler" son déplacement, à l'origine lié à l'inauguration d'une grande cathédrale orthodoxe, mais il reste "disposé à visiter Paris lorsque le président Hollande se sentira à l'aise" pour le voir, a déclaré à Moscou le porte-parole du

Kremlin Dmitri Peskov. Au même moment, le président français disait être "prêt à tout moment à le rencontrer" pour faire avancer la paix en marge d'une réunion du Conseil de l'Europe.

"Avec la Russie, le dialogue est nécessaire mais il doit être ferme et franc", a ajouté le président français devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, tout en soulignant que Paris et Moscou ont "un désaccord majeur" sur la Syrie.

Ce désaccord s'est matérialisé quand la Russie a opposé son veto samedi soir aux Nations unies à une résolution française appelant à la cessation des bombardements sur Alep, et présenté un texte différent.

La résolution défendue par la France appelait à la fin des raids du régime syrien et de son allié russe dans la deuxième ville de Syrie. La contre proposition russe réclamait la cessation des hos-

tilités, mais sans évoquer ces bombardements, qui ont fait des centaines de morts depuis le début de l'offensive contre Alep le 22 septembre.

•**Des vérités** Peu avant, le président français confiait à une télévision française qu'il se "posait la question" de recevoir son homologue russe, en raison des "crimes de guerre" commis par le régime de Bachar al-Assad à Alep avec le soutien de l'aviation russe.

"Est-ce que c'est utile ? Est-ce que c'est nécessaire ?", s'est interrogé le président français dans cet entretien réalisé samedi et rendu public dimanche.

Le chef de la diplomatie française Jean-Marc Ayrault a quant à lui prévenu lundi que M. Hollande dirait des "vérités" à son homologue russe s'il se décidait à le recevoir le 19 octobre.

"Si le président de la République décide que le président russe vient, ça ne sera

pas pour des mondanités, ce sera pour dire des vérités", a déclaré le ministre des Affaires étrangères.

Le Kremlin a finalement refusé la proposition de Paris d'une réunion de travail et la visite de M. Poutine a été annulée. Lundi matin, le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov cité par l'Agence Tass assurait encore que les préparatifs se poursuivaient. Côté russe, les "états d'âme" du président français ont paru déplacés alors que "quand il y a des tensions diplomatiques il faut parler, c'est le moment où jamais", selon une source diplomatique russe.

Vladimir Poutine n'exclut en revanche pas de se rendre à Berlin le 19 octobre au soir pour une réunion consacrée à la crise ukrainienne, comme l'a dit lundi soir un de ses aides, Iouri Ouchakov cité par l'Agence Tass depuis Istanbul, en marge d'une visite d'Etat.

C'est la chancelière alle-

mande Angela Merkel qui a proposé ce rendez-vous au format dit "Normandie" - rassemblant l'Allemagne, la France, la Russie et l'Ukraine - selon une source diplomatique russe. A ce stade, il n'était cependant pas sûr que le président ukrainien y participe, selon la même source. Les récentes tensions entre Paris et Moscou risquent aussi de compliquer les choses.

Prévue de longue date, la visite à Paris de M. Poutine devait lui permettre d'inaugurer un prestigieux "centre spirituel et culturel orthodoxe russe", qui abrite notamment une cathédrale orthodoxe, au cœur de Paris. Le président Hollande devait également inaugurer avec lui une exposition organisée par la Fondation Vuitton sur la collection du mécène russe Sergueï Chtouchkine nationalisée après la révolution de 1917, selon des sources diplomatiques concordantes.

FRANCE-Présidentielle

Premier grand oral jeudi des candidats à la primaire de la droite

AFP
(PARIS/France)

Les candidats à la primaire de la droite française, étape-clé dans la course présidentielle, participeront jeudi soir à leur premier débat télévisé, que l'ancien Premier ministre Alain Juppé aborde en favori face à l'ex-président Nicolas Sarkozy.

Les sept prétendants, six hommes et une femme, s'affronteront à partir de 21H00 (19H00 GMT) sur le plateau de la chaîne privée TF1, selon des règles négociées d'arrache-pied par leurs entourages ces dernières semaines.

Ordre d'intervention, position sur le plateau, mode d'introduction: tout a été calé au millimètre pour assurer l'équité de ce débat, où chaque participant aura exactement le même temps

de parole quel que soit son poids politique.

Les préparatifs ont été suivis avant d'autant plus de vigilance que le vainqueur de la primaire de la droite, prévue les 20 et 27 novembre, a de fortes chances d'entrer à l'Elysée au printemps prochain. Compte tenu du marasme à gauche, les sondages prédisent en effet un second tour de la présidentielle entre le champion de la droite et la candidate de l'extrême droite, Marine Le Pen, puis la défaite de cette dernière au second tour.

Jusqu'ici, le maire de Bordeaux (sud-ouest), Alain Juppé, 71 ans, fait la course en tête grâce à une campagne pondérée et à son image de rassembleur, apprécié de la droite modérée, du centre et même d'une partie de la gauche.

Sur une ligne à droite toute, Nicolas Sarkozy, 61 ans, qui se dit le candidat "du peu-

ple" contre "les élites", accuse un retard de 8 à 14 points au premier tour de la primaire et d'une vingtaine de points au second, selon les sondages.

Loin derrière, l'ancien ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire et l'ex-Premier ministre François Fillon recueillent environ 11% d'intentions de vote chacun et la députée Nathalie Kosciusko-Morizet (dite NKM) 4%.

•**Que des coups à prendre** Ce sont ces "petits" candidats qui ont le plus à gagner lors du débat de jeudi, estime Gaël Sliman, président de l'institut de sondages Odoxa, en s'appuyant sur l'exemple de la primaire de la gauche en 2007. A l'époque, sans bouleverser la donne finale, les débats télévisés avaient fait remarquer deux outsiders, Manuel Valls et Arnaud Montebourg, devenus ministres par la suite.

Cette fois, ce sont les deux quadragénaires "Bruno Le Maire et NKM qui peuvent gagner en crédibilité, en épaisseur", juge Gaël Sliman. Quant à François Fillon, dont le discours "peine à imprimer" malgré sa stature, il pourra, selon le politologue, faire entendre sa petite musique libérale.

En revanche, "les deux favoris n'ont que des coups à prendre", met-il en garde. Pour lui, Nicolas Sarkozy, dont le discours droitier hérisse une partie de son camp, risque à la fois "d'avoir tous les autres candidats contre lui" et "d'en faire trop pour rattraper son retard".

Quant à Alain Juppé, qui souffre d'une image d'homme orgueilleux, "il ne doit pas donner le sentiment d'avoir déjà gagné, il doit se placer au dessus de la mêlée, sans verser dans l'arrogance", juge le spécialiste de l'opinion publique, qui ne

s'attend toutefois pas à des bouleversements majeurs à l'issue des échanges.

Il faut dire que les règles du débat risquent de corseter les échanges: chaque candidat aura une minute pour se présenter, une minute pour répondre à chaque question et 30 secondes pour répliquer aux interpellations. Trois journalistes joueront les modérateurs.

"Les confrontations entre Républicains et Démocrates outre-Atlantique ces derniers mois sont dans tous les esprits même si la forme choisie par TF1 devrait limiter les outrances, les emphases et les dérives américaines", soulignait lundi l'éditorialiste du quotidien régional La Nouvelle République du Centre.

Deux autres débats à sept sont prévus les 3 et 17 novembre et un dernier, entre les finalistes, le 24.

BELGIQUE-Gouvernement

Tensions politiques : le Premier ministre reporte son discours de rentrée

AFP
(BRUXELLES/Belgique)

Le Premier ministre belge, Charles Michel, a reporté à la dernière minute le discours de politique générale qu'il devait présenter mardi devant la Chambre des députés en raison de profonds désaccords au sein de sa majorité sur le budget de l'Etat.

L'annonce de ce report, qui marque depuis 20 ans le début de l'année parlementaire, fixée par la Constitution au premier mardi d'octobre, a été faite au milieu de la nuit par l'entourage du chef de gouvernement li-

béral francophone.

Les quatre partis de la majorité de centre-droit -- les nationalistes flamands, les libéraux flamands, les chrétiens-démocrates flamands et les libéraux francophones -- cherchent depuis plusieurs semaines des mesures pour rectifier le budget 2016 et établir celui de l'an prochain, sur fond de contestation des syndicats et de l'opposition de gauche.

Aux dernières nouvelles, il leur restait à dégager quelque 3 milliards d'économies ou de recettes nouvelles pour rester dans les clous du programme de réduction des déficits présenté aux instances européennes.

Pour y arriver, la coalition au pouvoir depuis deux ans négocierait notamment d'économiser 900 millions d'euros dans la politique de santé.

Dans le même temps, l'équipe gouvernementale souhaitait baisser l'impôt sur les sociétés, de 33,99% à 23% (ou même 18% pour les PME) pour relancer une croissance plombée par les attentats de Paris et Bruxelles et par la perspective des conséquences du Brexit.

En principe, l'exercice aurait dû être bouclé avant le discours "sur l'état de l'Union" du Premier ministre lors de la rentrée parlementaire de mardi.

Mais le parti chrétien-démocrate flamand CD&V a remis lundi sur la table sa volonté d'instaurer une taxe sur les plus-values financières des particuliers en Belgique, l'un des rares pays d'Europe où elle n'existe pas.

Le CD&V entend ainsi se profiler comme le défenseur d'une "fiscalité équitable": "Les 10% des Belges les plus riches qui détiennent 85% des actions cotées fourniraient une juste contribution", explique le parti qui a donné à la Belgique nombre de Premiers ministres comme Wilfried Martens ou Jean-Luc Dehaene.

L'attitude du CD&V a soulevé des critiques acerbes des

deux autres partis flamands de la coalition, d'autant plus que son chef de file, le vice-Premier ministre Kris Peeters, a quitté la table des négociations lundi.

"Nous avons attendu qu'il revienne. C'est une situation très bizarre", a expliqué le ministre de l'Intérieur, le nationaliste flamand Jan Jambon. "Nous avons perdu énormément de temps", a abondé le vice-Premier ministre libéral flamand Alexander De Croo.

Charles Michel réunissait mardi matin les chefs de file de sa majorité pour apaiser les tensions, selon l'agence Belga.

L'Afrique en bref

•MALI-ONU-Attaque-Jihadistes

Un homme qui tentait de commettre un attentat suicide à Tombouctou, dans le nord-ouest du Mali, a été tué par les Casques bleus suédois de la force de l'ONU au Mali dans la nuit de lundi à mardi, a appris l'AFP de sources concordantes. "Un kamikaze qui cherchait à commettre un acte terroriste a été neutralisé par nos soins", a déclaré une source de sécurité au sein de la Mission de l'ONU au Mali (Minusma). L'information a été confirmée par un responsable du gouvernorat de Tombouctou.

•AFSUD-Justice-Politique

La justice sud-africaine a ouvert une enquête contre le ministre sud-africain des Finances Pravin Gordhan, accusé notamment de "fraude" alors qu'il dirigeait les services du fisc, a-t-on appris mardi le procureur général Shaun Abrahams. M. Gordhan et deux autres personnes "doivent être poursuivis et inculpés des crimes suivants: accusation numéro 1 fraude", a déclaré M. Abrahams lors d'une conférence de presse.

•SOMALIE-ETHIOPIE-Armée

Des centaines de soldats éthiopiens opérant dans le cadre de la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom) se sont retirés mardi d'une ville du centre du pays, qui a été immédiatement reprise par les militants islamistes shebab, a-t-on appris de source sécuritaire. Les troupes éthiopiennes ont quitté la ville d'El-Ali, dans la région d'Hiran, après que leur base eut été attaquée à coups de mortiers par les shebab dans la nuit, a annoncé à l'AFP un responsable sécuritaire régional, Abdirisak Moalim Ahmed. Le départ des Ethiopiens a permis aux shebab de reprendre le contrôle d'El-Ali, selon la même source.

A travers le monde

•ESPAGNE-LIBYE-Drogues

La garde civile espagnole a saisi 19,6 tonnes de résine de cannabis, dissimulées dans un navire battant pavillon panaméen à destination de la Libye, a-t-elle annoncé mardi. L'opération a été déclenchée après réception d'informations par la garde civile et les douanes françaises, selon lesquelles "le navire Marti N battant pavillon panaméen et qui naviguait en Méditerranée à destination de la Libye pourrait contenir une grande quantité de stupéfiants", précise un communiqué de la garde civile.

•TURQUIE-Kurdes-Troubles

Un sous-préfet d'une localité du sud-est à majorité kurde de la Turquie, membre du parti au pouvoir, a été tué lundi soir, deuxième assassinat du genre en 24 heures, a indiqué un responsable local. Ces assassinats ont été attribués par les autorités turques aux rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le sous-préfet de la localité de Dicle dans la province de Diyarbakir, Deryan Aktert a été "pris dans une embuscade" et "visé par des tirs", a déclaré mardi matin un responsable local sous couvert de l'anonymat. Le responsable "est décédé des suites de ses blessures", a ajouté cette même source.